ATELIER DE LANCEMENT DE LA MISE A JOUR DE LA POLITIQUE NATIONALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

02 JUILLET 2021

PROGRAMME ATELIER

Horaire	Thèmes	Intervenants
08:30-09:00	Accueil des participants	
09:00-09:15	- Mots d'ouverture de l'atelier	Représentant du MEDD, Représentant du BNCCREDD+ Représentant de FES Madagascar
09:15-09:20	Présentation 1 : Présentation de l'agenda	Consultant, FES
09:20-09:45	Présentation 2 : - Présentation des démarches méthodologiques pour la révision de la PNLCC	Consultant
09:45-10:00	Série de questions réponses	Plénière
10:00-10:15	Pause	
10:15-11:00	Présentation 3 : - Présentation de l'état d'avancement actuel pour la mise en œuvre de la démarche ○ Recueil des orientations stratégiques pertinentes pour la mise en œuvre de la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris ○ Résultat de l'analyse initiale de la PNLCC et des documents stratégiques nationaux existants Les principales orientations politiques en matière de lutte contre les changements climatiques à partir des documents stratégiques nationaux existants	Consultant
11:00- 11:30	Série de questions réponses	Plénière
11:30-11:45	Récapitulatifs de l'atelier	BNCCC, FES et MEEF
11:45- 12:00	Remerciements et mots de clôture	BNCCC, FES et MEEF

ATELIER DE LANCEMENT DE LA MISE A JOUR DE LA POLITIQUE NATIONALE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DEMARCHES METHODOLOGIQUES

RASOLOFO JAONARISON Joseph Patrick, RANDRIANARIVONY Augustin,
RAMANANTSIALONINA Samoelina Ambinintsoa & MASEZAMANA Haja Nirina

2 juillet 2021

CONTEXTE GLOBAL

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Ratification de la CCNUCC en 1998
- Article 3 de la CCNUCC (principes): Nécessité de disposer des politiques et mesures pour lutter efficacement contre les changements climatiques.
- Madagascar a élaboré la PNLCC en 2010
- Adoption de l'Accord de Paris en 2015, nouveau traité climatique international.

AU NIVEAU NATIONAL

- Madagascar: augmentation de l'émission nationale et aggravation des impacts du réchauffement planétaire: insécurité alimentaire dû à l'allongement de la saison sèche, inondations, cyclones et tous les impacts induits (ex. migrations climatiques), selon CDN.
- Nouveaux paramètres exigeant le renforcement des politiques et mesures pour combattre les changements climatiques

➔Nécessité de mettre à jour la PNLCC.

PNLCC

VISION: Disposer de toutes les capacités requises favorables au développement durable du pays

OBJECTIF:

- Promouvoir des mesures nationales appropriées pour réduire le degré de vulnérabilité du pays face au changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre
- Développer des comportements contribuant à la lutte contre le changement climatique à tous les niveaux

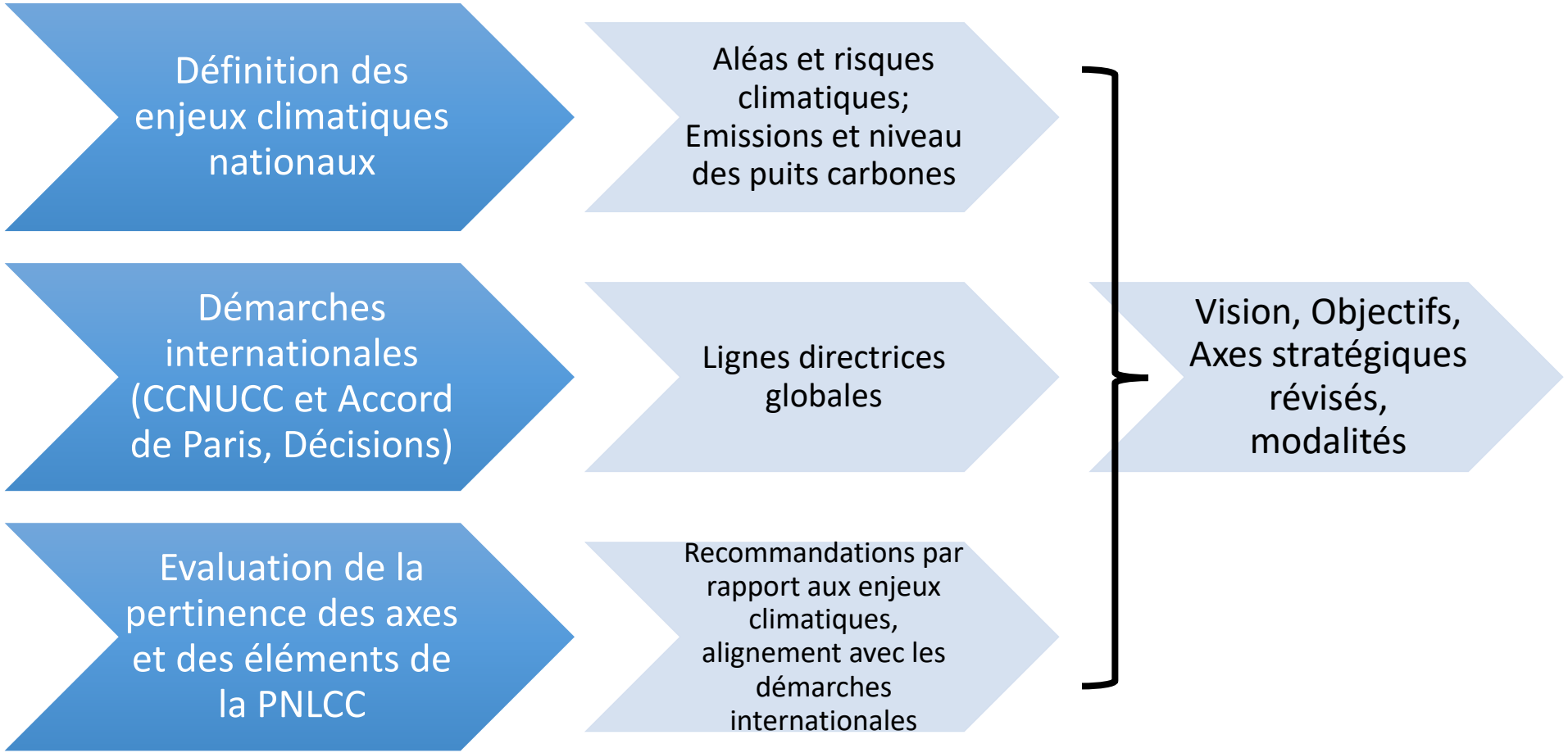
AXES STRATEGIQUES

- Axe 1: Renforcement des actions d'adaptation au Changement Climatique tenant en compte des besoins réels du pays
- Axe 2: Mise en œuvre des actions d'atténuation au profit du développement du pays
- Axe 3 : Intégration du changement climatique à tous les niveaux
- Axe 4 : Développement des instruments de financements pérennes
- Axe 5 : Promotion de la recherche, développement et transfert de technologie

OBJECTIFS

- Objectif principal: mettre à jour la PNLCCC, tenant compte du contexte international, des orientations politiques et des réalités nationales actuelles et des projections socio-économiques.
- Objectifs spécifiques:
  - Mettre en cohérence la Politique Nationale révisée avec les démarches mondiales
  - Développer les axes stratégiques, reflétant les besoins, les réalités et les projections socio-économiques et environnementales
  - Elaborer la Politique Nationale révisée

DEMARCHES METHODOLOGIQUES (1/6)



DEMARCHES METHODOLOGIQUES (2/6)

OS1-Mettre en cohérence la Politique Nationale révisée avec les orientations stratégiques internationales

- Formulation des recommandations par rapport aux constats sur chaque axe stratégique (à modifier, à renforcer, à remplacer)
- Recueil des principales orientations politiques en matière de lutte contre les changements climatiques à partir des documents stratégiques nationaux (CDN, PNA, etc.)

➔Documentations,

- Développement des orientations stratégiques portant sur les questions transversales

➔ Analyse des risques liées à la non considération des questions à dimension transversale

DEMARCHES METHODOLOGIQUES (3/6)

OS1-Mettre en cohérence la Politique Nationale révisée avec les orientations stratégiques internationales

- Analyse des impacts des situations catastrophiques sur les capacités nationales des réponses aux changements climatiques

➔ Matrices de relations de cause à effet des secteurs concernés par les changements climatiques (Ex. matrice COVID-19 Adaptation , atténuation)

DEMARCHES METHODOLOGIQUES (4/6)

OS2 et OS3- Développer les axes stratégiques et rédaction de la Politique Nationale révisée

- Développement des axes stratégiques sur la base des matrices et des documents de synthèses développés à partir des étapes précédentes,
- Premier Atelier interrégional de concertation pour la révision de la PNLCC (démarches méthodologiques, avancement des travaux, questions/réponses, recueil des suggestions)
- Rédaction de la Politique Nationale révisée
- Atelier de validation

DEMARCHES METHODOLOGIQUES (5/6)

OS1-Mettre en cohérence la Politique Nationale révisée avec les orientations stratégiques internationales

- Identification et hiérarchisation des enjeux climatiques et des secteurs prioritaires (risques climatiques et vulnérabilités, émissions et absorption de gaz à effet de serre, environnement propice en faveur du renforcement des réponses climatiques)

➔Revue de littérature, cartographie des activités socio-économiques alignées avec les enjeux climatiques

- Recueil des décisions pertinentes de la CCNUCC, accord de Paris et autres orientations stratégiques internationales

➔ Matrice de synthèse de recueil de décisions

DEMARCHES METHODOLOGIQUES (6/6)

OS1-Mettre en cohérence la Politique Nationale révisée avec les orientations stratégiques internationales

- Analyse de la PNLCC

➔Evaluation de la pertinence, l'efficacité, l'effectivité, l'efficience, l'incidence et la viabilité des résultats à travers **des documentations:** documents de programmation sectorielles des 10 dernières années et rapports + **formulaires d'enquêtes en ligne**
https://ee.humanitarianresponse.info/single/JrgR2meQ

➔Evaluation de la pertinence des axes stratégiques de la PNLCC par rapport au contexte international et national actuel par l'établissement d'une **matrice** présentant chaque axe stratégique de la PNLCC et les principaux enjeux des négociations climatiques internationales actuelles

ATELIER DE LANCEMENT DE LA MISE A JOUR DE LA POLITIQUE NATIONALE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ETAT D'AVANCEMENT

RASOLOFO JAONARISON Joseph Patrick, RANDRIANARIVONY Augustin,
RAMANANTSIALONINA Samoelina Ambinintsoa & MASEZAMANA Haja Nirina

2 juillet 2021

ETAT D'AVANCEMENT

Jalons d'activités	Semaine à partir de la signature du contrat							
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8
1. Démarrage du mandat								
Livrable 1 : **Rapport de démarrage** détaillant la compréhension / interprétation des termes de référence, la méthodologie d'exécution de la mission le plan de travail et le calendrier de mise en œuvre	✓							
2. Mettre en cohérence les orientations stratégiques internationales au titre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris avec la Politique Nationale révisée								
Recueil des orientations stratégiques pertinentes pour la mise en œuvre de la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris :								
- Identification et hiérarchisation des enjeux climatiques et des secteurs	✓	✓						
- Recueil des décisions pertinentes de la CCNUCC, de l'Accord de Paris et des autres orientations stratégiques environnementales internationales								
Analyse de la Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques actuelle et des documents stratégiques nationaux existants :								
- Analyse *ex-post* de la Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques (PNLCC)								
- Evaluation de la pertinence des axes stratégiques de la PNLCC par rapport au contexte international et national actuel	✓	✓	✓					
- Formulation des recommandations par rapport aux constats des analyses portant sur chaque axe stratégique								
- Recueil des principales orientations politiques en matière de lutte contre les changements climatiques à partir des documents stratégiques nationaux existants								

ETAT D'AVANCEMENT

Jalons d'activités	Semaine à partir de la signature du contrat							
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8
Prise en compte des questions à dimension transversale dans la Politique Nationale de lutte contre les changements Climatiques Révisée (PNCCR) :								
- Développement des orientations stratégiques portant sur les questions transversales dans la PNCCR			✓	✓				
- Analyse des impacts des situations catastrophiques comme la COVID-19 sur les capacités nationales de réponse aux changements climatiques								
3. Développement des axes stratégiques de la Politique Nationale révisée								
Elaboration des axes stratégiques de la PNCCR :								
- Développement des axes stratégiques (**Livrable 2 : Version révisée des axes stratégiques**)								
- **(Premier) Atelier interrégional** de concertation pour la révision des axes stratégiques								

CONTEXTE: ENJEUX CLIMATIQUES NATIONAUX ET SYNTHESES DES CADRES EXISTANTS

Enjeux climatiques nationaux: Aléas climatiques majeurs

ALEAS MAJEURS: EVENEMENTS CLIMATIQUES EXTREMES ET EVENEMENTS D'EVOLUTION LENTE
TEMPETE ET CYCLONE
FORTE INTENSITE DE PLUIES
RETRECISSEMENT DE LA DUREE DE PLUIE
VENTS FORTS ET RAZ DE MARÉES
ELÉVATION DU NIVEAU DE LA MER
EROSIONS CÔTIÈRES
SALINISATION ET INFILTRATION SALINE
HAUSSES DE TEMPÉRATURE
SÉCHERESSE
DÉSERTIFICATION
INONDATIONS ET CRUES ÉCLAIRES

Parmi les pays moins avancés avec une croissance démographique de 3,01% par an (INSTAT, 2018),

En 2019, 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté qui est de 1,90 $/jour.

Projection 2050 DGM Madagascar: La température minimale et maximale pourrait augmenter de 1,3°C à 1,6°C

Sécheresse chronique dans le Sud

Réduction des précipitations de juillet à septembre sur la côte Est

Retard du début de la saison des pluies

Hausse des températures sans augmentation des précipitations dans le Sud-Ouest

Madagascar s'avérant être fortement exposé et vulnérable au changement climatique

Enjeux climatiques nationaux: Emissions et secteurs émetteurs (1/4)

Selon la TCN

- Foresterie : Entre 2005 et 2010, Madagascar est resté un puits net de GES : augmentation de 1300 Gg CO2
- Terres forestières (convertie en terres forestières ou restant forestières : Absorption de CO2 mais diminution de la quantité séquestrée : (chute de capacité de puits de 170 000 Gg environ pour les années 2005 à 96 000 Gg en 2010)
- Agriculture : Les émissions totales agrégées du secteur Agriculture augmentent légèrement: l'augmentation est de 5,7% sur cinq années

Le secteur UTCAF contribuait à la majeure partie des émissions: autour de 82%.

Enjeux climatiques nationaux: Emissions et secteurs émetteurs (2/4)

- Les consommations d'énergie augmentent avec un taux de 4,6% par an entre 2005 et 2010;
- Le sous-secteur résidentiel reste le plus gros utilisateur d'énergie du pays pendant la période 2005 à 2010, suivi par les Industries énergétiques;
- Ces deux catégories se partagent les trois quarts de la consommation
- Déchets : augmentation progressive des émissions à travers les années;
- Industrie : Apport de 0,4% de l'émission nationale avec le secteur Déchet.

Enjeux climatiques nationaux: Emissions et secteurs émetteurs (3/4)

Situation actuelle sur la mise en œuvre des Politiques sectorielles

- Potentialités forestières en régression sérieuse : Problèmes fonciers récurrents - Persistance de la déforestation et de la dégradation des forêts - Administration forestière peu efficace - Gestion durable des ressources forestières;
- Transformation des terres forestières en terre agricole : non maitrise de la pratique du *tavy*;
- Déforestation croissante pour besoin en bois énergie;
- Agriculture responsable de 80% de la déforestation;
- Construction d'infrastructures responsable de 8% de la déforestation.

Enjeux climatiques nationaux: Emissions et secteurs émetteurs (4/4)

- Energie: Existence de Politique NPE et différentes lois sur le secteur
- Domination de l'utilisation des énergies fossiles et biomasses
- Politique sectorielle Transport :
  - Pas de cadre de la gestion du parc véhicules (pollueur)
  - Pas de stratégie/plan de gestion du parc automobile

Observations sur les cadres juridiques pouvant contribuer à la mise en ouvre de la PNLCC

- Existence de texte au niveau de chaque secteur : En général, les textes règlementaires ont été élaboré sans se référer clairement au changement climatique
- Insuffisance de cadres juridiques pour certains secteurs : Santé, déchet, zones côtières, transport, Ressources en Eau, PIUP
- Pour les secteurs ayant des cadres juridiques pouvant contribuer à la mise en œuvre de la PNLCC, non application de textes en vigueur

Observations sur les cadres institutionnels pouvant contribuer à la mise en ouvre de la PNLCC

- Existence des cellules environnementales au niveau de chaque secteur concerné par les changements climatiques
- Nombreuses institutions nationales pouvant contribuer à la lutte contre les changements climatiques: BNCCREDD+, BNGRC, CPGU, DGM, etc.
- Nombreuses organisations non-gouvernementales nationales et internationales pouvant contribuer à la lutte contre les changements climatiques
- Insuffisance de coordination et synergie intersectorielles dans le cadre de lutte contre le CC, malgré les accords-cadres entre le MEDD et certains ministères
- Insuffisance de la collaboration et partenariat avec le secteur privé

Recommandations

- Coordination pour la synergie des actions entre MEDD et les autres Ministères
- Nécessité d'effort d'investissement pour assurer la réalisation des actions d’atténuation et d’adaptation
- Extension des projets relatifs au changement climatique dans les autres régions
- Développement des activités de recherches sur le changement climatiques
- Coordination des actions d'atténuation à travers l’opérationnalisation des outils MRV (émissions, atténuation des émissions et soutien)
- Renforcement de capacité des acteurs concernés

RECUEIL DES DISPOSITIONS DES TRAITES ET DECISIONS PERTINENTES DES DEMARCHES INTERNATIONALES DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cadres méthodologiques

- Documents utilisés:
  - CCNUCC et ses décisions, Accord de Paris et ses décisions pertinentes qui correspondent aux enjeux climatiques nationaux.
  - Rapports Spéciaux du GIEC, *Emissions Gap Report* 2020 du PNUE
  - Documents stratégiques des instruments environnementaux internationaux (Fonds pour l'Environnement Mondial, Fonds Vert Climat)
- Focus:
  - **Adaptation** (y compris pertes & préjudices, agriculture et sécurité alimentaire)
  - **Atténuation**
  - **Financement**, **Mécanismes de coopération**, **Technologie**, **Renforcement des capacités**
  - **Transparence**, **Actions pour l'Autonomisation climatique** (selon SBI en 2019, comprenant l'éducation, la formation, la sensibilisation et l'accès du public aux informations), **Intégration du genre**, **Participation des acteurs non Parties**.

Quelques recueils des dispositions et décisions des traités internationaux sur l'Adaptation (1/2)

- Objectif global d'adaptation (Accord de Paris, Article 7):
  - Renforcer les capacités d'adaptation, développement durable, riposte adéquate à 1,5-2 °C d'augmentation de température.
  - Démarche à tous les niveaux (local, infranational, national, régionale, internationale), protéger populations, moyens d'existence et écosystèmes, tenant compte des besoins urgents et immédiats.
  - Démarche impulsée par les pays, sensible au genre, participative, transparente, considérant les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables.
  - S'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et des connaissances traditionnelles et des systèmes de connaissances locaux.
  - Importance de l'appui et la coopération internationale
  - Planification de l'adaptation et met en œuvre des mesures.
  - Communication de l'adaptation pour mesurer l'adéquation et l'efficacité de l'adaptation

Quelques recueils des dispositions et décisions des traités internationaux sur l'Adaptation (2/2)

- Cadre d'adaptation de Cancún (Décision 1/CP.16)
  - Planification, hiérarchisation et mise en œuvre
  - Renforcement des capacités institutionnelles et environnements propices
  - Renforcement de la résilience, par diversification de l'économie et gestion durable des ressources naturelles
  - Amélioration des stratégies de prévention des risques de catastrophe
  - Adoption de mesures sur la compréhension, la coordination et la coopération sur les déplacements et les migrations climatiques
  - Mise au point et transfert de technologies
  - Renforcement des systèmes de données, d'information, éducation et sensibilisation
  - Amélioration de la recherche et de l'observation systématique
  - Travaux de modélisation à l'intention des décideurs aux niveaux national et régional.

Exemples de dispositions des décisions, et les défis nationaux face aux enjeux climatiques

Composantes	Faiblesses	Menaces
Planification et hiérarchisation des mesures d'adaptation	- Acteurs au niveau infranational et local ne disposant pas suffisamment de capacités sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités. - Besoins urgents et immédiats identifiés incapables de répondre aux situations correspondantes. - Faible considération de la dimension genre. - Le pays ne dispose pas de système national de collecte de données scientifiques en vue d'une planification juste de l'adaptation, et ne dispose pas suffisamment de connaissances scientifiques nationales sur le climat comprenant la recherche, l'observation systématique et les systèmes d'alerte précoce. - Mesures pour comprendre les déplacements, les migrations et les réinstallations très peu développées. - Niveaux d'évaluation des risques climatiques et des besoins ne répondant pas aux réalités. - Pas de système de suivi efficace des risques et des vulnérabilités et des besoins, appuis recus et demandés.	- Problématiques de leadership et conflits d'intérêts lors de l'implication de certains organismes. - Arrangement et capacités institutionnels peu développées. - Cartographie des acteurs pas clairement définie, et mal adaptation. - Insuffisance de la prise en compte de l'adaptation dans les politiques et programmes nationaux et sectoriels.
Communication	Besoins peu communiqués et peu considérés dans les documents nationaux de planification stratégiques.	- Mal compréhension des enjeux nationaux par rapport à la faible communication de l'adaptation. - Inacceptation des politiciens des risques et vulnérabilités climatiques.

Quelques recommandations

- Démarche impulsée par le pays
- Renforcer dispositifs de collecte de données scientifiques nationales en vue d'une planification continue de l'adaptation
- Identifier les connaissances traditionnelles contribuant à la réduction de la vulnérabilité.
- Renforcer la mobilisation des ressources internationales.
- Actualiser et communiquer périodiquement les besoins urgents et immédiats et les besoins en adaptation.
- Impliquer les acteurs à tous les niveaux.
- Prendre en compte la dimension genre dans l'évaluation des risques et des vulnérabilités climatiques, et l'identification des politiques et mesures d'adaptation.
- Développer l'arrangement institutionnel, prenant compte d'un fort leadership et coordination.

Quelques recueils des dispositions et décisions des traités internationaux sur l'Atténuation (1/2)

- CDN : Donner information sur la clarté, transparence et compréhension et des directives pour la comptabilisation des CDN (Article 4.8 de l'Accord de Paris)
- Plafonnement des émissions tenant compte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté
- Mécanisme de coopération :
  - Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto
  - Démarches Concertées (Article 6.2)
  - Mécanisme multilatéral (Article 6.4), contribuant à l'atténuation des émissions de GES et promouvoir le développement durable
  - Une part des montants des transactions à utiliser pour les actions d'adaptation dans les pays en développement
  - Applicables aux secteurs de la CDN, résultats d'atténuation utilisables

Quelques recueils des dispositions et décisions des traités internationaux sur l'Atténuation (2/2)

Composantes	Faiblesses	Menaces
Planification et hiérarchisation des mesures d'atténuation	- Peu de considération des bénéfices des mécanismes de coopération d'atténuation dans la formulation de nombreuses activités. - Peu de capacités nationales dans la formulation des projets d'atténuation. - Manque de communications des enjeux de l'atténuation par tous les acteurs sectoriels. - Peu de capacités nationales en matière de coordination et de suivi. - Faible implication du secteur privé.	- Incompréhension des enjeux et des potentialités par les décideurs, les investisseurs potentiels et les secteurs privés. - Politiques d'atténuation non claires et non incitatives. - Démarches non impulsées par le pays. - Conflits d'intérêts sur la gestion des « crédits carbones ». - Faible accès aux mécanismes de coopération internationaux d'atténuation. - Flexibilité mal interprétée, pouvant être suivie d'industrialisation, d'urbanisation et de l'utilisation non durable des ressources naturelles, au détriment des potentiels nationaux d'atténuation et des capacités nationales d'adaptation.

Quelques recommandations

- Mettre en place les environnements propices(institutionnelles, réglementaires, opérationnelles), faciliter et favoriser l'accès aux mécanismes de coopération d'atténuation, y compris les cadres d'investissements, le partage équitable des bénéfices et les activités d'atténuation favorisant l'accès au développement durable
- Renforcer les capacités nationales pour la compréhension et l'accès aux mécanismes internationaux de coopération d'atténuation ;
- Développer un mécanisme incitatif au niveau national pour renforcer la participation de tous les acteurs nationaux,
- Garantir le développement durable en prenant compte des actions d'atténuation à bénéfices multiples comme la protection des potentiels naturels en matière puits carbone, les mesures « sans regret, aucun regret » (p. ex. projet d'atténuation du secteur Energie, l'Agriculture durable, etc.).
- Soutenir les industries innovantes, appuyer les recherches en technologies à faibles émissions carbones ;
- Développer des cadres réglementaires et institutionnels capables de surveiller l'application à tous les niveaux et par tous les acteurs de l'augmentation des ambitions d'atténuation (mécanisme incitatif, de coordination, de comptabilisation et de suivi), obligeant tous les projets d'investissement à déclarer leurs émissions et/ou leurs capacités d'évitement ou de séquestration de GES. Développer la stratégie nationale long terme à faible émission carbone, tenant compte d'une démarche impulsée par le pays qui est le plus à même d'identifier sa trajectoire socio-économique.

Evaluation de la pertinence des axes stratégiques de la PNLCC par rapport aux démarches internationales et les enjeux climatiques nationaux actuels

- Objectifs:
  - Mettre en lumière si chaque élément des axes stratégiques reste pertinent par rapport aux enjeux internationaux actuels
  - Analyser si chaque élément des axes stratégiques reste pertinent pour répondre aux enjeux climatiques nationaux.
- Démarches méthodologiques:
  - Analyser les « **forces** » de l'axe stratégique: Pertinence des axes stratégiques et de leurs éléments, par rapport aux enjeux climatiques nationaux et aux démarches internationales
  - Analyser les « **faiblesses** »: lacunes qu'il faudrait adresser dans la formulation des axes stratégiques de la Politique Nationale révisée.
  - Identification des **points non pris en considération** dans la PNLCC, ou **points développés à posteriori** de la PNLCC

Résultats de l'analyse: Exemple pris dans l'Axe stratégique 1 (Adaptation)

Elément de l'axe stratégique	Forces	Faiblesses
Promotion et priorisation des actions d'adaptation répondant aux besoins réels du pays et cohérentes avec les orientations nationales et sectorielles	- Prise en compte des besoins réels du pays et de la cohérence avec les orientations nationales et sectorielles. - Cohérents avec les dispositions des traités et des décisions internationaux (identification des besoins nationaux).	- Difficulté du pays à recenser ses besoins réels. - Sensibilité des orientations nationales et sectorielles aux changements d'orientations politiques et priorités nationales et sectorielles. - La « promotion » des actions d'adaptation semble requérir une stratégie particulière. - L'identification des mesures d'adaptation devrait s'accompagner d'une priorisation puisque les besoins même au niveau local sont immenses.
Capitalisation des différentes actions d'adaptation menées au niveau de tous les secteurs	- Cohérence avec les dispositions et décisions des traités climatiques internationaux (Art. 7.3 de l'Accord de Paris : « Les efforts d'adaptation des pays en développement Parties sont reconnus … »). - Considération des nombreuses actions d'adaptation identifiées dans les documents officiels.	- Les actions d'adaptation réellement menées au niveau même des secteurs prioritaires du PANA sont peu nombreuses et ne couvrent pas forcément tous les aléas et les vulnérabilités climatiques. - Les impacts des évènements lents d'apparition comme la perte de fertilité du sol, le tarissement des ressources en eau et l'avancée de l'aridification, ainsi que les mesures y afférentes devraient être considérées.

Résultats de l'analyse: Exemple pris dans l'Axe stratégique 2 (Atténuation)

Elément de l'axe stratégique	Forces	Faiblesses
Promotion des projets dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre et du Marché volontaire de carbone	- Mécanisme de coopération du Protocole de Kyoto et du marché volontaire de carbone « en transition » vers leur adoption dans l'Accord de Paris.	- Inapproprié dans les formes actuelles des mécanismes de coopération de l'Accord de Paris. - Manque de coordination et de leadership institutionnel.
Formulation et mise en œuvre de l'ANAA (Actions Nationales Appropriées d'Atténuation)	- A prévu le cadrage des interventions prioritaires en matière d'atténuation. - Contribue au développement du potentiel national d'atténuation.	- Trop limité dans les secteurs et n'a pas pris en compte les projections et l'évolution des secteurs émetteurs et la régression des puits carbones. - Formulation de l'élément ne tenant pas compte des avancées de la REDD+. - N'a pas prévu la mise à jour de l'ANAA.
Formulation et mise en œuvre de la stratégie REDD (Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation Forestière)	- A tracé la voie pour les projets REDD-plus dans le pays. - A contribué au renforcement du potentiel national d'atténuation.	- Stratégie REDD déjà élaborée et nécessite reformulation. - Promotion des activités REDD+ non apparente sur l'élément de l'axe stratégique.

Résultats de l'analyse: Exemple pris dans l'Axe stratégique 3 (« transversal »)

Elément de l'axe stratégique	Forces	Faiblesses
Intégration de la dimension « changement climatique » dans les politiques et stratégies nationales, régionales et sectorielles (public, privé et CTD)	- Contribue au renforcement de la prise en compte des enjeux climatiques à tous les niveaux et tous les secteurs de développement socio-économique. - Renforcement de la démarche impulsée par le pays.	- Identification des besoins non prise en compte. - Manque de précision sur la finalité de l'élément (identification des enjeux climatiques, planification, coordination, prise de décision, suivi-évaluation, intégration du genre, action pour l'autonomisation climatique). - Par conséquent, apparemment redondant avec le second élément du Sous-axe 1 et difficile à distinguer des éléments de ce Sous-axe.
Mise en place d'un cadre juridique adapté au contexte de la vulnérabilité vis-à-vis du changement climatique	- Prise en compte du cadre juridique dans la réduction de la vulnérabilité au changement climatique. - Contribue au renforcement de la prise en compte des enjeux climatiques à tous les niveaux et tous les secteurs de développement socio-économique.	- Mal situé puisque l'élément est séparé de l'ensemble Adaptation (Axe stratégique 1). - Formulation vague et pas d'indication ni de précision sur les objectifs. - Cadre juridique seulement limité à la vulnérabilité climatique, bien que les autres volets en nécessitent autant (atténuation, financement, etc.).

Analyse des impacts de la COVID-19 sur les capacités nationales de réponse aux changements climatiques

Analyse des impacts de la COVID-19 sur les capacités nationales de réponse aux changements climatiques

- Contexte
  - Impacts de COVID-19 sur la résilience de la population, les secteurs de développement socio-économiques et les potentiels d'atténuation
  - Hausse des pressions due à l'exode urbaine sur le secteur AFAT (le plus grand puits carbone du pays)
  - Hausse des émissions par manque de ressources pour l'application de la loi dans les autres secteurs (ex. Déchets)
  - Manque de moyens puisque mobilisation des ressources pour endiguer la pandémie, aggravation des situations de vulnérabilités

Objectifs et démarches

- Mettre en évidence les impacts de la pandémie COVID-19 sur les capacités nationales de réponse aux changements climatiques
- Développer des recommandations à prendre en compte dans la politique nationale révisée.

Analyse des impacts de COVID-19 sur les capacités d'adaptation (1/2)

SECTEUR	Services et activités socio-économiques dépendant sur le secteur	Risques COVID-19	Impacts sur les enjeux climatiques nationaux
RESSOURCES EN EAU	- Agriculture - Hydroélectricité - Industries et services - Ménages	Mobilisation des ressources en faveur de la lutte COVID-19	- Baisse des ressources financières pour la mise en œuvre de la Politique sectorielle, notamment la GIRE - Mise en second plan des enjeux des impacts des CC - Baisse des rentabilités des services utilisant les ressources en eau, vulnérabilité des ménages
FORESTERIE ET BIODIVERSITE	- Agriculture - Services écosystémiques - Ménages et villes - Tourisme - Energie - Ressources en eau	- Exode urbain et pressions sur les ressources naturelles - Augmentation des pressions sur les écosystèmes, les services écosystémiques et la biodiversité par les besoins de subsistance - Mobilisation des ressources en faveur de la lutte COVID-19	- Baisse des productions au niveau des services dépendant sur le secteur - Baisse des capacités nationales d'atténuation - Augmentation des risques et des vulnérabilités climatiques

Analyse des impacts de COVID-19 sur les capacités d'adaptation (2/2)

SECTEUR	Services et activités socio-économiques dépendant sur le secteur	Risques COVID-19	Impacts sur les enjeux climatiques nationaux
AGRICULTURE, ELEVAGE, PÊCHE	- Ménages - (Economie nationale) - Services écosystémiques	- Baisse des moyens de production auprès des ménages et des moyens de lutte contre les fléaux - Augmentation des superficies cultivées, n'utilisant pas les techniques et technologies durables - Baisse des contrôles des exploitations illicites (pêche) - Baisse des moyens de production nationale et baisse des rentabilités des cultures de rente par la lenteur de l'économie mondiale	- Augmentation des risques et des vulnérabilités - Augmentation des émissions de GES - Diminution des potentiels d'atténuation
ZONES COTIERES	- Ressources halieutiques - Services écosystémiques marins et côtiers - Ménages (pêches)	- Baisse des moyens de production - Augmentation de l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles des milieux côtiers - Pollutions marines, à cause de la baisse des ressources allouées à l'assainissement	- Perte des services écosystémiques côtiers et marins - Augmentation des risques et des vulnérabilités climatiques - Augmentation des émissions de GES - Diminution des potentiels d'atténuation

Recommandations (Adaptation, 1/2)

- Ressources en Eau
  - Développer une stratégie nationale de mobilisation des ressources financières pour les actions climatiques
  - Développer stratégie nationale de relance post-COVID tenant compte des démarches internationales durables
- Foresterie et Biodiversité
  - Prioriser et mettre en œuvre actions de développement durable et équitable
  - Développer stratégie nationale de relance post-COVID
  - Renforcement des cadres nationaux pour l'utilisation durable des ressources naturelles près des zones forestières et des autres potentiels nationaux d'atténuation (zones côtières, zones humides, prairies, etc.).

Recommandations (Adaptation, 2/2)

- Agriculture, Elevage et Pêche
  - Prioriser et mettre en œuvre les actions de développement durable et équitable
  - Développement de la stratégie nationale de relance post-COVID
  - Renforcer cadres nationaux d'utilisation durable des ressources naturelles près des zones forestières et des potentiels d'atténuation (zones côtières, zones humides, prairies, etc.).
  - Prendre en compte impacts de COVID-19 dans les programmations sectorielles
  - Renforcer le contrôles des exploitations illicites (pêches)
- Zones côtières:
  - Développer stratégie nationale de relance post-COVID
  - Renforcer le contrôles des exploitations illicites
  - Renforcer cadres nationaux d'utilisation durable des ressources naturelles près des potentiels nationaux d'atténuation
  - Développer normes concernant les différentes formes de pollutions touchant les zones côtières.

Analyse des impacts de COVID-19 sur les potentiels d'atténuation (1/3)

SECTEUR	Services et activités socio-économiques dépendant sur le secteur	Risques COVID-19	Impacts sur les enjeux climatiques nationaux
ENERGIE: TRANSPORT	- Ménages - Economie nationale	- Baisse de la consommation de combustibles mobiles - Hausse de la consommation des combustibles post-COVID-19	- Baisse des émissions causée par les mesures restrictives - Hausse des émissions causée par la reprise post-COVID-19
ENERGIE: AUTRES SECTEURS, RÉSIDENTIELS	- Ménages - Activités socio-économiques - Petites entreprises	- Hausse de la consommation de bois-énergie due à la baisse des pouvoirs d'achats - Baisse de la consommation de bois-énergie par la baisse des activités des petites entreprises, possiblement neutralisée par les exodes urbains	- Augmentation des émissions, baisse du potentiel national d'atténuation - Perte des services écosystémiques par l'accroissement de la consommation de bois-énergie
ENERGIE: AUTRES SECTEURS, INDUSTRIELS	- Industrie - Activités socio-économiques	Baisse des contrôles de la production et du suivi des cahiers de charges environnementaux	Augmentation des émissions de la catégorie

Analyse des impacts de COVID-19 sur les potentiels d'atténuation (2/3)

SECTEUR	Services et activités socio-économiques dépendant sur le secteur	Risques COVID-19	Impacts sur les enjeux climatiques nationaux
AFAT: AGRICULTURE	- Ménages - Services écosystémiques	- Expansion des conversions des terres/zones humides/prairies en parcelles de cultures - Baisse des émissions dans des autres catégories due à la baisse de la demande (p. ex. Fermentation entérique: Volailles)	- Augmentation des émissions dues à la conversion en zones de cultures - Baisse probable mais non-significative des émissions des autres catégories
AFAT: FORESTERIE ET AUTRES AFFECTATIONS DES TERRES	- Ménages - Services écosystémiques	- Expansion des conversions des forêts en zones de culture/établissements - Exploitation illicite des forêts due à la baisse des contrôles et les besoins de subsistance - Expansion des conversions au détriment du potentiel national d'atténuation	- Augmentation des émissions - Baisse des potentiels d'atténuation - Diminution des services écosystémiques et de la résilience

Analyse des impacts de COVID-19 sur les potentiels d'atténuation (3/3)

SECTEUR	Services et activités socio-économiques dépendant sur le secteur	Risques COVID-19	Impacts sur les enjeux climatiques nationaux
DECHETS	- Ménages - Santé publique	- Baisse des ressources pour la gestion des déchets - Augmentation des déchets médicaux (probablement non significative vis-à-vis de l'émission nationale)	- Augmentation des émissions - Augmentation des risques et des vulnérabilités aux maladies climato-sensibles concernées par la gestion des déchets
PROCÉDÉS INDUSTRIELS ET UTILISATION DES PRODUITS	- Industrie - Petites entreprises concernées par les PIUP	Baisse du contrôle de la production, de la gestion des déchets et du suivi des cahiers de charges environnementaux	- Augmentation des émissions de la catégorie - Difficulté dans le suivi des émissions du secteur

Recommandations (Atténuation, 1/2)

- Energie:
  - Développer progressivement capacités de suivi des émissions et de collecte des données
  - Développer mesures incitatives pour diminuer les besoins nationaux en bois-énergie
  - Développer système de suivi adéquat de la consommation des bois-énergie
  - Mettre en place système de suivi de la production des déchets et suivi de la consommation d'énergie
  - Développer l'exhaustivité des industries faisant l'objet d'inventaire des gaz à effet de serre.
- AFAT:
  - Renforcer capacités de comptabilisation des émissions du secteur AFAT
  - Développer stratégie nationale de relance post-COVID

Recommandations (Atténuation, 2/2)

- Déchets:
  - Renforcer capacités nationales et transfert de technologies pour la gestion durable des déchets
  - Renforcer capacités nationales de comptabilisation des émissions du secteur Déchets
  - Mettre en place cadre propice pour la gestion des déchets
  - Développer politique incitative d'investissement sur la gestion durable des déchets
- PIUP:
  - Suivi de la production des déchets et suivi de la consommation d'énergie
  - Développer l'exhaustivité des implantations industrielles à considérer dans les émissions nationales.

PROCHAINES ETAPES

Jalons d'activités	Semaine à partir de la signature du contrat							
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8
3. Développement des axes stratégiques de la Politique Nationale révisée								
Elaboration des axes stratégiques de la PNCCR :								
- Développement des axes stratégiques (**Livrable 2 : Version révisée des axes stratégiques**)								
- **(Premier) Atelier interrégional** de concertation pour la révision des axes stratégiques								
- Rédaction de la PNCCR								
- **(Second) atelier interrégional** de concertation (**Livrable 3 : Rapports d'atelier**)								
4. Atelier de validation de la Politique Nationale révisée								
Rédaction de la synthèse à l'intention des décideurs et des résumés en langue française et malagasy								
(**Troisième Atelier**) de présentation et de validation de la PNCCR :								
- Validation de la mouture de la PNCCR contenant les observations des parties prenantes								
- Validation de la cartographie des parties prenantes de la PNCCR								
Livrable 4 : Document validé de Politique Nationale révisée **Livrable 5 : Rapport final**								

Misaotra tompoko!